



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement
et du logement**

**Arrêté
de mise en demeure
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

**de la société SARA, dont le siège social est situé à ZI Californie au Lamentin de
respecter les prescriptions applicables aux activités de raffinage et stockage de
produits pétroliers
exploitées à la même adresse.**

LE PRÉFET

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5.

Vu l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 041214 délivré le 11 mai 2004 à la société anonyme de raffinerie des Antilles pour poursuivre l'exploitation d'une raffinerie sur le territoire de la commune du Lamentin à l'adresse suivante ZI Californie – 97232 Le Lamentin cedex.

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Vu l'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : « [...] L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :

-justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;

-présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ;

-présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement. ».

Vu les courriers transmis par la SARA à l'inspection des installations classées relatifs aux équipements à risques spéciaux de la raffinerie en date du 23 août 2018, 30 octobre 2019 et du 17 janvier 2020 auquel est annexée l'étude intitulée « étude de recensement des équipements au sein de la raffinerie SARA de Martinique pouvant induire des phénomènes dangereux hors site en cas de séisme. Rév1 du 17/01/2020 » ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 9 juin 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 1^{er} juillet 2020, sollicitant un délai supplémentaire pour la remise de l'étude mentionnée à l'article 1 du présent arrêté ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 avril 2020 et dans le cadre de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

les éléments transmis par la SARA par courriers des 23 août 2018, 30 octobre 2019 et 17 janvier 2020 susvisés sont insuffisants pour répondre aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en particulier, l'étude transmise ne comporte pas la prise en compte de l'intégralité des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations, l'étude ne comporte pas d'échéancier des travaux à réaliser et ne permet pas de justifier qu'il n'y a plus d'équipement critique au séisme et ne comporte pas d'échéancier des travaux à réaliser.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2010 susvisé.

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'incomplétude de l'étude destinée à identifier de manière exhaustive les équipements critiques au séisme après prise en compte des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection et l'absence d'échéancier des travaux à réaliser peuvent conduire, au-delà de l'échéance fixée par l'article 13 de l'arrêté du 4 octobre 2010 pour la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations, à la survenue de phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société anonyme de raffinerie des Antilles de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Martinique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société anonyme de raffinerie des antilles (sara) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise zi californie sur la commune du lamentin est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en produisant une étude séisme comprenant l'ensemble des éléments mentionnés audit article dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté .

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Martinique pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique
- Monsieur le maire de la commune du Lamentin
- Monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le 16 JUIL. 2020


Le Préfet de la Martinique
Stanislas CAZELLES

